Jeudi 6 octobre 1977 No 742

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

VOIR EN PAGE 4
Documents sur le foyer de la rue Sedaine
AINSI VIVENT NOS FRERES IMMIGRES

CES-Pailleron

Un nouveau procès sans les vrais coupables

Mercredi 5 Octobre s'ouvre le procés de Patrick et Marc accusés par la justice bourgeoise de l'incendie du CES Pailleron. Le 6 Février 1973 cet incendie avait fait 20 morts dont 16 enfants.

On sait que le caractére tragique de cet incendie vient de la nature des matériaux utilisés pour la construction, qui ne répondaient pas aux normes de sécurité. Les véritables responsables de l'incendie sont les architectes, les entrepreneurs, et des fonctionnaires du ministére de l'Éducation nationale, chargés de la construction du CES. La justice a fait plusieurs tentatives pour escamoter la responsabilité de ces personnages et pour la faire endosser aux deux garçons alors âgés de 14 ans et demi et 15 ans et demi. Grâce à la lutte opiniâtre de l'association des familles des victimes, la justice bourgeoise n'a pu parvenir à ses fins. L'association a su lutter pendant 4 ans pour prouver l'existence de nombreux CES construits avec les mêmes matériaux que Pailleron et pour mettre en évidence le plus total mépris qu'ont les responsables de l'Éducation nationale pour la vie des enfants. Bien que l'instruction concernant la construction du CES soit terminée depuis longtemps les véritables responsables ne seront jugés que le 17 novembre.

S'agit il de faire supporter la responsabilité principale a ceux qui n'étaient que des enfants ?

Pour ne retenir par la suite contre les véritables responsables qu'une simple infraction aux normes de construction.

D'HELSINKI A BELGRADE

Deux ans de pseudo-détente !

C'est donc le 4 octobre 1977, deux ans après la conférence d'Helsinki, que s'est ouverte la conférence de Belgrade. Celle-ci qui réunit des représentants de presque tous les pays d'Europe ainsi que ceux du Canada et des États-Unis est destinée à faire le bilan, en principe détaillé, de l'application de la «Charte d'Helsinki».

D'ores et déjà, beaucoup de gens constatent que le tableau est sombre, tant du point de vue de la course aux armements, que de celui de la sécurité, ainsi que du point de vue de la défense des droits de l'homme.

C'est ainsi que le président Tito a souligné, dans son message aux participants, que *«les relations dans certains domaines importants évoluent dans le sens opposé aux espoirs fondés et exprimés en commun à Helsinki»*. De son côté, le ministre yougoslave des Affaires étrangères, Milos Minis, a commencé par dresser la liste des sujets de tension : Proche-Orient, Chypre, Afrique du Sud, course aux armements et il est arrivé à cette conclusion que *«les résultats acquis depuis Helsinki ne correspondent pas à ce qu'attendent les peuples de l'Europe et du monde»*.

Les délégués ont ensuite entendu lecture d'un message du secrétaire général de l'ONU, Kurt Waldheim, qui a également souligné les périls que fait courir au monde la course aux armements. Il a rappelé notamment que les dépenses militaires mondiales s'étaient élevées au cours des cinq dernières années à 1 000 milliards de dollars.

Cependant, ce qui n'a pas été dit à Belgrade, c'est que ce sont les États-Unis et l'Union soviétique, les deux superpuissances impérialistes, qui sont les principaux responsables de la course aux armements : ce sont ces deux gangsters internationaux qui engloutissent, surtout l'URSS, des sommes fantastiques dans la course aux armements mais aussi ce sont eux, l'URSS en tête, qui sont les premiers marchands de canons au monde. Comme par hasard, ce sont les deux superpuissances, surtout l'URSS, qui font le plus grand tapage en faveur de la «détente».

Si l'on ne se laisse pas bercer d'illusions et que l'on regarde froidement la réalité en face, on s'aperçoit que la «détente» et les conférences internationales sur ce thème sont en réalité des rideaux de fumée pour camoufler les préparatifs de guerre.

Jetons un rapide coup d'œil sur les deux années écoulées depuis Helsinki : au même moment où s'achevait la conférence d'Helsinki, en automne 1975, l'URSS allumait la guerre en Angola après avoir livré quantité de canons, de fusées, d'avions, de mercenaires. Elle se mettait à agir ouvertement en Afrique afin de mettre la main sur ce continent et contrôler les routes stratégiques de l'Europe.

Pour justifier son agression contre le peuple angolais, l'URSS déclara alors que *«la détente a pris fin là où a commencé la tentative d'empêcher les peuples de combattre pour la libération sociale et nationale»* (c'est-à-dire d'empêcher l'URSS d'intervenir militairement).

Ainsi, Moscou demande aux autres de développer la «détente» pendant que les révisionnistes soviétiques poursuivent de plus belle leur expansion.

Quiconque s'oppose à leurs agressions devient un ennemi de la «détente». Le comble, c'est que l'URSS justifie sa course aux armements en la présentant comme un *«nouveau facteur important favorable à la détente»* (Soviétskoya Rossia – 31 octobre 1975).

Il y a 39 ans déjà...

Chamberlain et Hitler.

A l'heure où la conférence de Belgrade se réunit, souvenons-nous des évènements qui se sont déroulés voici 39 ans : Chamberlain, premier ministre britannique, revenait d'Allemagne : il venait d'obtenir d'Hitler la signature d'un accord sur la «paix». Sur l'aéroport de Londres, il déclara *«A partir d'aujourd'hui, la paix est assurée pour une génération entière»*.

Cette paix ne dura pas une année.

Aujourd'hui, négocier la «paix» avec l'URSS, ce n'est pas seulement faire une lourde erreur, c'est encourager les appétits insatiables de cette superpuissance agressive. Voilà pourquoi Belgrade, comme Helsinki, doit être considérée comme une conférence marquée par l'esprit de Munich.

POUR CONSTRUIRE L'UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE, IL FAUT ECRASER LE RACISME

L'exemple de Tréfimétaux (Brétigny)

Tout de suite après les déclarations racistes de Stoléru, concernant la fameuse «aide au retour» pour les immigrés, les réactions se font sentir dans l'entreprise.

Alors que la section CGT avait réussi à neutraliser les racistes de service, ceux-ci relèvent la tête car ils sont soutenus par le gouvernement et la presse bourgeoise. Jeudi 29 septembre, devant les propos racistes d'un agent de maitrise, tous les délégués du personnel CGT ou élus au CE sont intervenus massivement auprès de la direction pour qu'elle empêche ce genre de réflexions.

Des discussions se sont poursuivies toute la journée autour des machines. La section syndicale CGT-Tréfimétaux a, dans son bulletin, «La voix du magasinier» No 12, expliqué sa plate-forme de lutte :

– 1) L'ennemi, ce n'est pas son frère de travail, même s'il est étranger, mais bien les patrons et le gouvernement. Travailleurs Français-immigrés, même patron, même combat !

– 2) La direction du dépôt doit prendre ses responsabilités en sanctionnant les propos racistes. Mêmes droits pour tous, en reconnaissant les mérites de chacun dans le travail. Pas de discrimination dans les salaires et les avancements.

– 3) L'ensemble de la section syndicale CGT-Tréfimétaux, les délégués du CE et du personnel s'engagent à lutter contre toutes les formes et propos racistes émis dans l'usine, par tous les moyens en fonction des rapports de force établis. Travailleurs Français-immigrés, une seule classe ouvrière.

Les ML de Tréfimétaux

28ème Anniversaire de la République populaire de Chine

SAMEDI 8 OCTOBRE MUTUALITE
de 15 h. à 24 h.

LA CHINE

Un an après la mort de Mao Tsé-toung

● *Forums : «Vivre et travailler en Chine», «Les Chinois dans leur quartier» «La Chine un an après la mort de Mao Tsé-toung»*
● *Films : (La Milicienne de la mer, etc.)... Interventions*

Association des Amitiés Franco-Chinoises, 32, rue Maurice Ripoche, 75014 Paris — 543-57-14

ABONNEMENTS A L'HUMANITE ROUGE

QUOTIDIEN

	Pli ouvert (sous bande)	Pli fermé (sous enveloppe)
1 mois	20 F	44 F
3 mois	60 F	132 F
6 mois	120 F	264 F
Soutien	150 F	300 F
QUOTIDIEN AVEC SUPPLÉMENT		BIMENSUEL
1 mois	26 F	54 F
3 mois	78 F	164 F
6 mois	156 F	368 F
Soutien	200 F	400 F

PUK le pollueur au tribunal

Une parodie de procès

Lundi s'est ouvert à Lyon le procès de Péchiney Ugine Kuhlmann. Le trust est poursuivi par plusieurs associations pour le déversement massif d'acroléine dans le Rhône les 11 septembre 1972 et 10 juillet 1976 à l'usine de Pierre-Bénite. En 76, 22 tonnes avaient été déversées dans le fleuve, tuant 400 tonnes de poisson.

L'acroléine est un produit très toxique (voir ci-dessous). Sa production massive et son stockage font peser sur l'agglomération lyonnaise le risque d'une catastrophe de la même nature que celle de Sévéso.

PUK est représenté par deux PDG au procès. Ceux-ci se retranchent derrière le respect habituel des réglements préfectoraux et font porter la responsabilité des 2 accidents aux lampistes, c'est-à-dire aux ouvriers par exemple en 1976, un ouvrier chargé de nettoyer un wagon vide s'était trompé de wagon et avait déversé les 22 tonnes d'acroléine dans le Rhône.

Les PDG doivent cependant reconnaitre que rien ne différenciait les 2 wagons de l'extérieur. Et d'autre part qu'une telle erreur n'aurait pas dû avoir de graves conséquences si... les 2 bassins de stockage devant recevoir le contenu des wagons avaient été en état de fonctionner.

Le ministère public rejette la responsabilité sur les directeurs de l'usine. Il réclame 6 mois de prison avec sursis et 5 000 et 3 000 F d'amende pour les deux accidents. Cela n'empêchera pas la direction de vouloir porter la production d'acroléine de 18 000 tonnes à 30 000 tonnes, et PUK continuera à menacer l'agglomération et à polluer le Rhône et la région.

L'acroléine

PUK l'utilise pour fabriquer des aliments pour la volaille (dont elle accélère la croissance). Elle est très toxique et a été utilisée comme gaz de combat en 1914-1918. Elle brûle les tissus vivants (poumons, peau). Quatre grammes suffisent pour tuer un homme. Elle est très inflammable et explosive.

A Pierre-Bénite, plusieurs accidents graves ont eu lieu, ce qui prouve l'absence de sécurité sérieuse : depuis 1965, 4 explosions, dont certaines ont frôlé la catastrophe. En 1972 et 1976, déversements massifs dans le Rhône. La pollution est constante : tous les jours *50 kg d'acroléine et plusieurs tonnes d'un de ses dérivés (l'acrylate) sont déversés dans le Rhône et dans l'atmosphère. PUK a trouvé dans les centrales nucléaires un nouveau débouché pour sa production : l'acroléine, en raison de sa toxicité détruit les algues qui s'attaquent aux circuits de refroidissement des centrales (d'où l'augmentation de la production envisagée par la direction).*

• Augmentation du SMIC de 2,2%

Le SMIC passe de 9,58 F de l'heure à 9,79 F, soit une augmentation de 2,2 %. Cette augmentation porte le salaire mensuel à 1 696 F pour 40 h par semaine. De quoi s'acheter des prunes à la fin du mois.

• Condamnation des mesures anti-immigrés

Les dirigeants des syndicats algériens et yougoslaves «dénoncent résolument et condamnent les mesures prises récemment par le gouvernement français à l'encontre de la main d'oeuvre étrangère» en France, indique un communiqué publié dimanche à Alger, à l'issue de la visite en Algérie d'une délégation syndicale yougoslave.

Les délégations soulignent «*La gravité de la situation des travailleurs en France. Les récentes mesures françaises poursuit le communiqué, constituent une grave atteinte aux droits de l'homme et visent à faire payer aux travailleurs étrangers les frais de la crise que traverse l'économie française*».

D'autre part des représentants de l'Eglise protestante réunis dimanche à Mulhouse, ont dénoncé ces mesures «*qui encouragent .....les tentatives xénophobes et racistes*»

• Chine

L'INSURRECTION DE NANTCHANG EN 1927

En août 1977 était fêté en Chine le 50e anniversaire de la fondation del'Armée populaire de libération. Le jour choisi pour fêter cet anniversaire est le jour où éclata l'Insurrection de Nantchang.

Le premier août 1927, vers une heure du matin, trois coups de fusil retentissaient à Nantchang, une ville de la province du Kiangsi, en Chine du Sud. Des tirs acharnés suivirent à l'intérieur comme à l'extérieur de la cité. Après trois heures de combat, un drapeau rouge était hissé au sommet des remparts.

A neuf heures du matin, les boutiques ouvrirent comme à l'ordinaire. Enthousiasmés, les habitants se précipitèrent au quartier général des troupes d'insurrection pour les féliciter de leur succès. Des paysans venus de la banlieue offrirent aux vainqueurs quantité de viande de bœuf, de pastèques et de légumes.

Ce fut l'insurrection du Premier août à Nantchang, célèbre dans l'histoire de la révolution chinoise. Elle était dirigée par Chou En-lai, Chu Teh, Yeh Ting, Ho Long et Lieu Po-tcheng, communistes chinois, avec la participation de plus de 30 000 personnes.

Les unités d'insurrection se retirèrent de Nantchang le 5 août selon le plan prévu. A leur arrivée à Tchaotcheou et à Chanteou, dans la province du Kouangtong, elles furent encerclées et mises en déroute par des forces ennemies numériquement supérieures.

Peinture à l'huile représentant Chou En-lai s'adressant aux soldats de l'armée révolutionnaire des ouvriers et des paysans.

INSURRECTION DE LA MOISSON D'AUTOMNE

Au début de septembre de la même année, Mao tse-toung, qui organisait le mouvement des paysans dans la province du Hounan, conduisit la célèbre insurrection de la Moisson d'Automne à la frontière du Hounan et du Kiangsi, et constitua la première division du premier corps de l'Armée révolutionnaire des ouvriers et des paysans.

Dès lors, par l'établissement successif de nombreux points d'appui révolutionnaires ruraux, la révolution chinoise se développa rapidement, jusqu'à la victoire dans l'ensemble du pays.

La pratique a prouvé que la création d'un pouvoir indépendant armé des ouvriers et des paysans, celle de points d'appui ruraux et l'utilisation de la campagne pour encercler les villes et finalement s'en emparer – une voie tracée par le président Mao – est l'unique voie correcte qui s'offre à la révolution chinoise.

Après l'insurrection de Nantchang et celle de la Moisson d'Automne, surgit en Chine, sous la direction du Parti communiste chinois, une armée populaire de type nouveau, l'Armée rouge des ouvriers et des paysans chinois, la future Armée populaire de libération de Chine.

DELEGATION DU CAMBODGE DEMOCRATIQUE

Pol Pot,secrétaire du Comité Central du Parti communiste du Kampuchéa, reçu à Pékin

Vendredi, une délégation du Kampuchéa démocratique s'est rendue en Chine avec à sa tête Pol Pot, secrétaire du Comité central du Parti communiste du Kampuchéa, suite à l'invitation faite par le Comité central du Parti communiste chinois et du gouvernement de Chine.

Le soir, un grand banquet était offert par le Comité central du PCC. A ce banquet. Houa Kouofeng a fait une allocution insistant sur l'unité entre les deux pays, les deux peuples, les deux partis communistes.

Puis Pol Pot prit la parole. Il insista d'abord sur la politique internationale de la Chine.

«Nous nous réjouissons également de voir la position internationale et le prestige de la République populaire de Chine s'affirmer toujours davantage parce que le Parti communiste chinois et la République populaire de Chine s'en tiennent au marxisme-léninisme, à l'internationalisme prolétarien authentique et aux 5 principes de coexistence pacifique. Les partis marxistes-léninistes, les peuples révolutionnaires, les peuples opprimés, les peuples du tiers monde, les amis de la Chine des cinq continents acclament et admirent la position et la politique du parti et du gouvernement chinois.

»Le Parti communiste du Kampuchéa et le gouvernement du Kampuchéa démocratique qui ont souffert. cruellement des actes barbares des impérialistes, des expansionnistes et des réactionnaires au cours de leur histoire et qui ont lutté de concert avec les peuples opprimés dans le monde, se tiennent résolument et toujours aux côtés des peuples opprimés dans le monde, en particulier aux côtés des peuples des pays non-alignés et du tiers monde, pour la cause de la révolution, de libération nationale et populaire, pour défendre l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et le droit de décider de sa propre destinée.

»Après la libération complète de notre nation et de notre peuple, le 17 avril 1975, nous devons poursuivre nos tâches au cours de la nouvelle étape de notre révolution, la défense du pouvoir ouvrier-paysan de notre parti, la défense du Kampuchéa démocratique et les tâches dans la poursuite de la révolution socialiste et dans l'édification socialiste du Kampuchéa, ce, en conformité avec la situation concrète actuelle de notre pays et de notre société, en nous en tenant fondamentalement et fermement à la position d'indépendance, de souveraineté, de compter sur ses propres forces, de prendre en main sa propre destinée.

Nouveauté

(Traduit du chinois)

Economie rurale en Chine

De la réforme agraire aux communes populaires

E-100 – L'exemplaire 18 F

En vente aux librairies
Les Herbes sauvages – 70, rue de Belleville
75020 – Paris
La Force du livre – 33, rue René Leynaud
69001 – Lyon

• Vietnam

La reconstruction du Vietnam est en bonne voie, en dépit de l'énormité des séquelles du colonialisme américain, a déclaré Dao Du Tung, membre du Comité central du Parti communiste vietnamien, en visite officielle en Algérie. «*La prise en main du Sud Vietnam à tous les niveaux a été rapide et sûre et sur tout le territoire règne aujourd'hui un nouvel ordre social*».

»*La situation industrielle au Vietnam est bonne,* a-t-il assuré, *et la rénovation de l'agriculture se poursuit à un rythme accéléré en dépit de terribles calamités naturelles qui l'ont affecté l'an dernier. Sous l'ancien régime, des milliers de paysans auraient payé de leur vie la famine qui s'en serait suivie*».

Enfin Du Tung a souligné la nécessité pour le Vietnam de bâtir une société nouvelle en promouvant «*une triple révolution dans les rapports de production, en matière de sciences et de techniques et dans le domaine idéologique et culturel*».

• Tanzanie

Le journal gouvernemental tanzanien «Sunday News», souligne à l'occasion de la fête nationale chinoise, la détermination de Dar Es Salaam «*de poursuivre et d'intensifier*» la coopération entre les deux pays. Par ailleurs, il appuie la politique de soutien de la Chine à la «*libération de l'Afrique*».

«*Les communistes chinois ont apporté un soutien capital sur le plan matériel et sur le plan politique à la lutte de libération en Afrique sans s'efforcer d'en tirer une influence sur notre continent ou d'en profiter pour y imposer une hégémonie*».

CORSE : INTERPELLATION DE MICHEL PANI

Le jeudi 29 septembre, alors qu'il circulait à bord de sa voiture, Michel Pani est littéralement agressé par une personne qui lui présente un pistolet à hauteur du visage et lui dit : «Police, suivez-nous» !

Aprés avoir été fouillé au corps, le commissaire lui indique qu'il était interpellé, que sa voiture et son domicile allaient être perquisitionnés. Ce qui fut fait. Les flics n'ont même pas présenté leurs papiers, ni de commission rogatoire. Ils ont présenté cette dernière aprés qu'il eut passé une heure au cachot et en lui demandant qu'il soit entendu comme témoin pour l'«affaire Stromboni, Nicolaï...» !

Michel Pani porte plainte contre les policiers et le commissaire qui l'ont appréhendé afin que ce genre d'actes arbitraires, qui portent atteinte à la liberté, soient réprimés.

BARRE VEUT CHANGER LA MENTALITE DES CHOMEURS

Barre mène une lutte énergique contre le chômage. Au cours d'une réunion, le 4 octobre, avec les chefs d'entreprise de la région parisienne, il annonce son programme : *«Il faut remédier à cette situation absurde où des employeurs n'arrivent pas à trouver de main d'œuvre, quand les statistiques font état de plus d'un million de chômeurs»*.

Et savez-vous pourquoi les patrons n'arrivent pas à embaucher ? Mais tout simplement parce que très souvent *«ce n'est pas l'emploi dont on a besoin qu'on demande, mais l'emploi qu'on souhaite»*.

Acceptez la déqualification, les bas salaires, les mauvaises conditions de travail, acceptez de changer de région et sûrement que l'ANPE finira par vous trouver un travail, avec un contrat de trois mois que le patron renouvellera, peut-être, si vous ne faites pas grève.

RENAULT VEUT FAIRE PLIER LES CARISTES

Suite, à la grève des caristes du département 38 de Billancourt. La direction Renault menace de mettre 800 travailleurs en chomage technique. Les caristes du 38 qui s'opposent à une mesure de restructuration interne, bloquent l'approvisionnement de certaines chaines. Déjà l'autre jour, ils ont dû repousser l'intervention violente d'un commando maison.

La CGT accuse la direction de vouloir étendre le mouvement en menaçant du chômage technique.

MARCHAIS A NANTERRE

Mardi soir, à Nanterre, c'était le meeting du PCF 92, pour l'inauguration du nouveau siège fédéral.

Le chapiteau était dressé pour la fête, mais le cœur n'y était pas. Au cours de son discours, Marchais a essayé de justifier l'impasse dans laquelle se trouve son parti. *«Nous ne pouvons pas aller plus loin, parce qu'avec la question de la mise en cause, par nos partenaires, des neuf nationalisations de 1972, nous sommes parvenus au point limite qui sépare la politique qu'attendent les travailleurs de celle que mettent en œuvre Barre et Giscard d'Estaing»*.

Et voilà, quelques filiales en moins et le Programme commun se transforme en plan Barre ! Quant aux socialistes, *«ils ont fermé la porte sans regret apparent..., ils envisagent, le cœur léger, l'hypothèse d'un gouvernement sans les communistes... chaque jour davantage, ils se détournent de l'Union de la gauche»*. Et pour finir, on retombe dans l'impasse : *«Notre stratégie, notre ligne, nous n'en avons qu'une : c'est celle du 22e Congrès, celle du changement démocratique, c'est celle de l'union»*, avec qui ?

LE BIMENSUEL EN KIOSQUE

L'affiche publicitaire pour la mise en kiosque du bimensuel va bientôt sortir. Pour maintenir la priorité à la diffusion militante et éviter un trop gros gaspillage d'invendus, cette mise en kiosque, en nombre limité, ne sera effectuée que dans des villes. Nous rappelons à tous les camarades qui ne l'ont pas déjà fait qu'ils doivent nous communiquer leurs propositions en fonction de leurs possibilités d'agitation-propagande. Ces renseignements nous sont indispensables pour éviter de travailler à l'aveuglette et pour communiquer la liste des villes aux NMPP (nous ne pouvons pas détailler les kiosques en province).

PRISE DU MATERIEL

Nous demandons à tous les diffuseurs qui ont la possibilité de passer à Paris et de prendre du matériel à cette occasion, de nous prévenir par téléphone à l'avance au répondeur pour que nous prenions nos dispositions, ce qui permet notamment d'éviter des frais d'expédition.

UNION DE LA GAUCHE ET NATIONALISATIONS

La «gestion démocratique» à la SNCF

Nous avons reçu une correspondance sur ce que serait la gestion «démocratique» proposée par le PCF.

Le programme commun n'est pas tellement explicite sur cette «gestion démocratique» des entreprises nationalisées. Et pour l'instant, le seul document officiel pour la SNCF, c'est une «information» du congrès CGT Cheminot du 7 octobre 1976, paru dans la «Tribune du cheminot» de janvier 1977. Bien qu'il soit assez court et peu développé, il montre pour la première fois officiellement comment le PCF compte s'accaparer entièrement les pouvoirs dans une entreprise nationalisée, par l'intermédiaire de la CGT.

«PRINCIPES DE LA GESTION DÉMOCRATIQUE»

«Autonomie de gestion. Contrôle de l'État».

L'autonomie de gestion signifie, pour le PCF, le moyen d'être indépendant vis-à-vis de l'appareil d'État qui serait dominé par le PS dans le cadre d'un gouvernement de gauche. En plus, cette autonomie lui permettra, par l'intermédiaire des tarifs «marchandises» concédés aux entreprises, de les maintenir sous sa dépendance. Ainsi, on peut être sûr qu'ils favoriseront les entreprises sœurs nationalisées qui sont les principaux clients des chemins de fer, comme Citroën ou la sidérurgie. Le contrôle de l'État se faisant «a posteriori», la direction révisionniste aura les mains libres pour décider de la marche de l'entreprise qui sera un véritable État dans l'État.

Participation du personnel à la gestion.

«A tous les niveaux, le personnel participe à la gestion de l'entreprise. A cette fin, il élit au scrutin proportionnel ses représentants au sein des divers organismes». Voilà le tour de passe-passe : ce sont les délégués (CGT pour la plupart) qui participeront à cette gestion.

Et quand on sait le manque total de démocratie dans les syndicats, ainsi que la participation active des délégués CGT, actuellement dans les comités mixtes pour gérer «mieux» l'entreprise, on voit bien qu'ils ne représenteront pas les travailleurs mais seront au service des révisionnistes. Comme le disait un délégué de la CGT : *«Une fois l'Union de la gauche au pouvoir, le parti communiste me trouvera une place d'organisation, un truc planqué»*.

Et attention pour les délégués honnêtes ou les sections syndicales de classe, se plaçant sur des positions de lutte de classe, *«les listes de candidats sont présentés par les organisations syndicales représentatives»*.

La CGT clame partout qu'elle représente la majorité des cheminots. Une responsable CGT disait à la CFDT, au cours d'une rencontre entre les deux syndicats : «Vous la fermez, de toute façon, vous êtes minoritaires». On peut être sûr que l'appareil révisionniste va se tailler la plus belle part de gâteau dans ces soi-disant représentants du personnel.

«RÉFORMES A METTRE EN ŒUVRE

Le conseil d'administration de la SNCF. Actuellement, il est composé de 18 membres :

– 10 représentants du personnel

– 3 patrons actionnaires (dont le baron Rotchild)

– 5 administrateurs de l'État.

Avec le Programme commun, il sera de 21 membres:

– 9 du personnel (donc une majorité CGT)

– 5 de l'État (PC-PS)

– 7 représentant les usagers, 4 les marchandises dont les compères des entreprises nationalisées sont les plus gros clients, donc majorité révisionniste, et 3, les voyageurs donc encore la CGT.

Ainsi, en additionnant les points gagnés par le PCF, on s'aperçoit qu'il détiendra la majorité au conseil d'administration, dont il peut prévoir, dans son programme, l'extension de son pouvoir :

– élection du président, de 2 vices-présidents du CA

– nomination des dirigeants

– contrôle de la politique envers les filiales

– désigne ses représentants dans les organismes du plan.

Voilà le PCF, maitre du sommet de l'entreprise ; voyons maintenant comment il va conquérir la «base».

Comités mixtes.

«La composition actuelle des comités mixtes (comité d'entreprise) représentants du personnel, chefs de service... serait maintenue».

Mais voilà la grande innovation révisionniste : les délégués d'aujourd'hui consultés, demain participeraient avec voix «délibérative». Encore une fois, la CGT/PCF, majoritaire dans les comités mixtes, dirigerait les établissements de la SNCF et avec les mêmes principes que les directions actuelles. Car, selon eux, le rôle du comité mixte sera de *«faire participer le personnel à la gestion, de favoriser la formation et la promotion sociale, parallèlement au développement de la modernisation et aux progrès de la productivité»*.

C'est d'ailleurs au nom de ces deux principes «modernisation et productivité» que la direction des chemins de fer a annoncé la suppression de 10 000 emplois en équipant les machines de liaison-radio.

Dans leur programme, la direction de la C.G.T. se ménage une porte de sortie au cas où certains délégués des C.M s'opposeraient à leur ligne. Ainsi, s'il y avait des contradictions dans le C.M *«il serait par conséquent souhaitable d'envisager une procédure de conciliation».. «Néanmoins sur toutes les questions importantes, il serait nécéssaire de rechercher l'accord le plus large au sein des C.M»*. Ces structures de conciliation les travailleurs les connaissent bien : elles font traîner en longueur les problèmes et démobilisent souvent la classe ouvrière. Les structures de conciliation se retrouveront au niveau de la direction centrale de l'entreprise. Mais on peut déjà remarquer que les conflits direction/ syndicats n'existeront pas à ce niveau dans la mesure où les directions syndicales seront aussi des directions patronales.

Voilà les véritables dessous des nationalisations du PCF : contrôler l'entreprise de bas en haut, faire retrousser les manches aux cheminots pour pouvoir engraisser ces nouveaux patrons. Mais soyons sûrs que les cheminots sauront les démasquer en menant une lutte classe contre classe contre l'exploitation capitaliste qu'elle soit à la mode Giscard ou à la mode Marchais-Séguy.

Correspondant cheminot
Rennes

Rassemblement national du 6 novembre

«OCTOBRE AUJOURD'HUI»

La lutte contre l'Union de la gauche est nécessaire

Les divergences et la cassure des négociations pour la réactualisation du Programme commun, sont-elles des contradictions entre partis bourgeois ou l'un d'entre eux représente-t-il le prolétariat ?

Chacun d'entre eux prétend (et tous ensemble !) défendre les intérêts des travailleurs. Les dirigeants du PCF se sont accordés à eux-mêmes des brevets tel que celui de meilleur défenseur du «patrimoine national», et l'on a eu droit aux campagnes du style «Fabriquons français» !

N'est-ce pas ces mêmes dirigeants qui, au lieu de soutenir leur lutte contre les licenciements, ont insulté les Lip, en 1973, en les traitant d'aventuristes, gauchistes et autres épithètes tout aussi sympathiques !

N'est-ce pas des responsables CGT (liés au PCF) qui ont voté pour des licenciements d'ouvriers à Chauvin (Ivry), à Bourgogne-électronique (Dijon), à l'imprimerie Hollenstein (Saint-Denis) où ils disaient «mieux vaut 30 licenciements que 100», etc.

Sans oublier le PS, au foyer Lou Cantou, à Montpellier par exemple, ou bien Defferre qui a fait intervenir l'armée pour briser la grève des éboueurs de Marseille, etc.

En ce qui concerne leur prétendue «gestion démocratique», outre l'exemple ci-dessus de la SNCF qui est significatif pour comprendre ce qu'ils mettent derrière ce terme ronflant, et ce qu'ils feraient s'ils étaient au pouvoir, rappelons quelques exemples dans des municipalités qu'ils contrôlent :

– A Grenoble, la municipalité «socialiste» a interdit de diffuser des tracts dans la ville ! A Vitry (Val-de-Marne), c'est la municipalité PCF qui est à l'origine des saisies sur cantine d'enfants de familles populaires ; et de nombreux logements restent vides (parce que c'est trop cher) dans l'opération SEMISE du centre-ville, alors qu'il y a plusieurs milliers de mal logés.

Beaucoup de travailleurs y réfléchiraient à deux fois avant de leur faire confiance ou de voter pour eux, s'ils connaissaient ces faits et de nombreux autres dont nous parlerons lors du rassemblement du 6 novembre, et s'ils comprenaient que ce ne sont pas plus des bavures que les saloperies de la clique au pouvoir, car c'est leur nature de classe bourgeoise qui les amène à agir ainsi.

Nous voyons dans la pratique qu'aucun parti dit de gauche ne défend les travailleurs, que les contradictions qu'ils ont – soit entre eux, soit avec la droite – sont des contradictions entre partis bourgeois.

L'alternative pour les travailleurs ne peut donc être cette fausse gauche, mais il faut, au contraire, la combattre car, par ses promesses mensongères, elle freine le mouvement révolutionnaire des masses.

• Foyer calédonien – Paris Ve

Décision scandaleuse du tribunal

EXPULSION SOUS LES 8 JOURS

Les résidents du foyer organisaient une conférence de presse, le mardi 4 octobre, pour annoncer la décision d'expulsion et faire part de la situation en Nouvelle Calédonie.

D'abord, au niveau du procès, les arguments juridiques de l'avocat de la défense étaient imparables si bien que le président du tribunal était fort gêné pour annoncer la décision.

Les résidents ont décidé d'envoyer un communiqué de presse aux journaux pour faire connaitre le jugement.

Pour eux, il ne saurait y avoir qu'une seule solution : rester au foyer et y organiser la sécurité des résidents. Appel a été fait pour les soutenir activement.

Une analyse très concrète a été faite de la situation en Nouvelle-Calédonie. Les syndicats existent depuis 1965, ce qui est récent. En 1971, deux mois de grève ont arrêté toute l'activité économique du pays. Les travailleurs du nickel ont été particulièrement actifs. De 1971 à 1977, il y a eu de nombreuses suppressions d'emplois (dans le nickel comme ailleurs). Par exemple, dans la manutention portuaire, là où il fallait 12 ouvriers, maintenant il n'y en a plus que trois. L'encadrement a augmenté de 145 % tandis que le nombre d'ouvriers a diminué de 53 %.

En 1974, il y avait 41 % d'Européens dans les emplois. Aujourd'hui, il y en a 46,3%. En 1969, 15% des Kanaks étaient salariés, aujourd'hui 9,8 %.

En Nouvelle Calédonie, de nombreuses luttes ont eu lieu et ont lieu contre les expulsions (encore !) de ceux qui sympathisent avec les Kanaks. Ainsi, il y a 15 jours, un professeur espagnol a été expulsé sous le motif mensonger «d'espionnage». Il aurait, paraît-il, porté atteinte à la sûreté de l'État en sortant avec la fille d'un colonel de l'État-major de la Nouvelle Calédonie.

Les vrais motifs, les voilà : c'est un militant antifasciste qui s'est battu contre Franco. De plus, il avait ouvert une librairie progressiste sur place, ce qui n'était pas du goût des colonialistes.

La semaine dernière, M. Broux, inspecteur dans l'enseignement, a été expulsé. Il voyait trop son travail sous l'angle de l'intérêt des Kanaks et pas du colonialisme.

Ceci montre clairement le visage odieux du colonialisme français. Nous devons porter, à la connaissance des travailleurs de notre pays, la réalité de la situation en Nouvelle Calédonie. Car, bien sûr, la bourgeoisie fait le silence total sur ces colonies auxquelles elle s'accroche pour perpétuer sa domination.

INDEPENDANCE POUR LA NOUVELLE CALEDONIE

Le foyer du 34 de la rue Sedaine – Paris

AINSI VIVENT NOS FRERES IMMIGRES

Trois hommes sont morts, des dizaines blessés. Une promesse de relogement n' est toujours pas tenue. C'est cela le capitalisme !

Ces hommes qu'il entasse dans d'ignobles conditions, qu'il exploite férocement, qu'il assassine ce sont eux qu'il ose accuser d'être la cause du chômage !*

Eux qu'il a tant exploités, il voudrait aujourd'hui les jeter dehors parce qu'il n'en a plus besoin; même plus les nourrir, ni leur famille, ni eux sur le dos desquels il a festoyé..... pire qu'au temps de l'esclavage !

Au fond c'est ainsi qu'il traite tous les travailleurs ! c'est simplement pire pour les immigrés !

Ce monstre là est l'ennemi de tous les travailleurs, nés ici ou ailleurs, qu'il exploite dans ses bagnes modernes.

Français immigrés, nous devons nous unir pour le combattre, nous devons nous unir pour l'abattre !

Au foyer de la rue Sedaine, allons leur apporter notre soutien !

Les résidents agissent

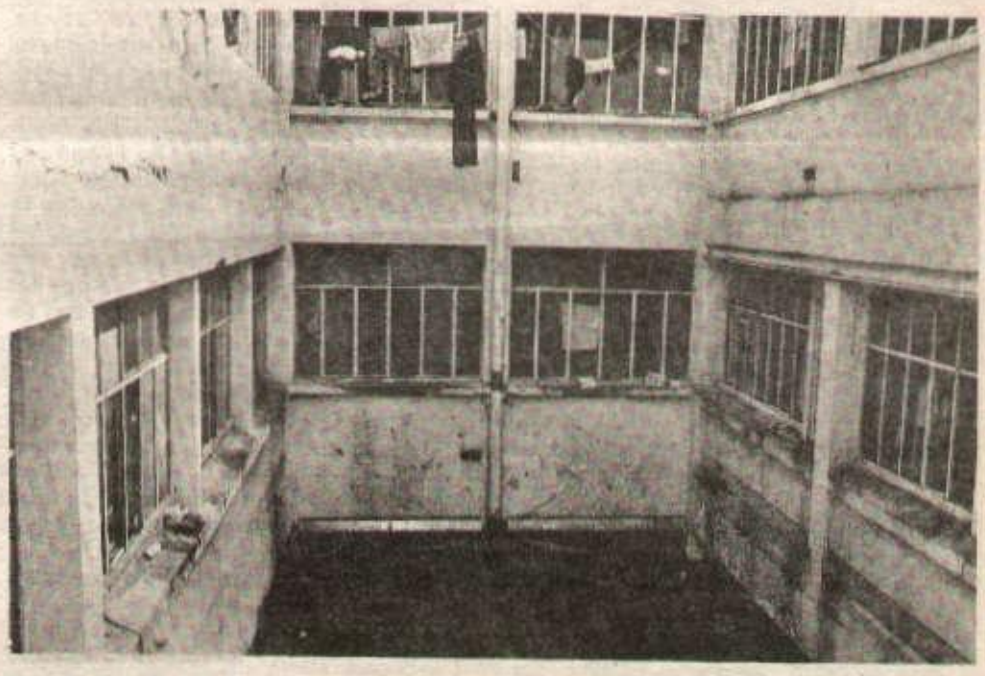
Dans leurs assemblées générales, les résidents ont pris plusieurs décisions :

– ils font la grève des loyers

– ils ont pris contact avec des avocats pour engager une action juridique ; chaque résident versera 10 F par mois pour faire face aux frais

– une journée porte-ouverte a été envisagée.

Cette porte fermée, une voiture poussée devant entre les poubelles arrosées d'essence et enflammées...



Toutes les fenêtres donnent sur une cour intérieure. Pour sortir, une seule issue : un long couloir et la porte d'entrée; c'est là justement que les assassins avaient allumé l'incendie.

Il n'y a pas de chambre. A chacun des 2 étages tout autour de la cour intérieure, des cloisons à hauteur d'homme forment des recoins où s'entassent des lits superposés, d'étroites armoires,15 lavabos et 8 douches par étage. Ils sont plus de 300. Certains dorment sur les paliers dans des lits de camp faute de place.
Des extincteurs, il y en a . Certains étaient vides le jour de l'incendie ... et le sont toujours !

La salle commune, réfectoire, tables, chaises, (il n'y en a pratiquement pas aux étages) ; elle s'étend jusqu'à la cour intérieure, couverte d'une véranda. Le jour de l'incendie, la fumée montant dans l'escalier l'électricité coupée, certains ont sauté sur cette véranda. L'un d'eux s'y est brisé les reins.

SOUSCRIPTION

60 MILLIONS AVANT LE 31 DECEMBRE!

Des moyens pour rechercher les faits

Notre journal s'est toujours attaché à donner une large place aux luttes des travailleurs, de la classe ouvrière en particulier : c'est même l'un de ses aspects les plus caractéristiques qui apparait d'emblée au lecteur.

Mais d'où pouvons-nous tenir les faits dont la connaissance est indispensable pour établir un point de vue juste, un point de vue prolétarien sur les conflits en cours, sur les luttes de ligne, sur les contradictions au sein de la classe ouvrière, au sein du peuple et la façon dont elles se manifestent ?

Dans les dépêches de l'AFP, sur les ondes des radios bourgeoises et d'une manière générale dans la «grande presse», on peut tout au plus trouver quelques indications : tous ces moyens d'information déforment , au contraire, la réalité quand ils ne font pas carrément le silence sur certains faits ; et lorsqu'un journaliste dit un peu trop la vérité, il ne tarde pas à être rappelé à l'ordre, sinon licencié (le cas s'est produit, il n'y a pas si longtemps à «Ouest-France»).

Alors ? Nous avons notre correspondance ; à ce sujet, le répondeur est un outil de première nécessité.

Il y a aussi l'enquête, l'enquête inlassable que nous devons mener pour aller chercher les faits là où ils sont connus, parmi les masses.

Le cas du foyer de la rue Sedaine en est un exemple. Cela veut dire du matériel (photo notamment), des déplacements, des reportages (comme à Nantes, ces derniers jours pour la grève à Dubigeon) qu'il faut pouvoir multiplier tout en s'appuyant mieux encore sur nos correspondants locaux.

Cela veut dire des moyens.

C'est pour cela aussi qu'il nous faut 60 millions avant la fin de l'année !

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP : La Nouvelle Dépôt légal : 4e trimestre 1977